

Cette brochure a été réalisée avec le soutien financier de l'Ambassade de France au Bénin.



SOMMAIRE

06	PRÉFACE		
	08 Sigles et Acronymes		

PRÉSENTATION GÉNÉRALE

Contexte et objectif | 10 Contenu | 12

Public cible | 13

PRÉSENTATION DES ODD

PRÉSENTATION DU BÉNIN
Démographie, découpage | 16
territorial et administratif

ÉTAT DES LIEUX ET ENJEUX DE DÉVELOPPEMENT DU BÉNIN

- 19 | Capital humain
- 20 Éducation, Santé, Alimentation et nutrition
- 23 | Eau, Hygiène et Assainissement
- 24 | Croissance économique
- 25 | Environnement
- 27 Urbanisation et cadre de vie
- 28 | Gouvernance politique et démocratie
- 29 | Gouvernance locale

RÉFÉRENTIELS DE DÉVELOPPEMENT DU BÉNIN 31 Plan d'Actions du Gouverneme de l'Action de Développeme de Croissance et control de Développement Durable PC2D	ent
CADRE DE LA COOPÉRATION FRANÇAISE AU BÉNIN	40
QUELQUES ACTEURS DE LA COOPÉRATION FRANÇAISE	
CONTRIBUTION D'UN VOLONTAIRE FRANÇAIS À LA RÉALISATION DES ODD Formulaire d'enquête en ligne 46 Exemple de contribution d'un 47 volontaire réalisé à partir du formulaire	46
50 POUR PLUS D'INFORMATIONS SOURCES	52

PRÉFACE

Chers amis volontaires.

Vous êtes de plus en plus nombreux à vous engager dans le cadre d'une mission de volontariat au Bénin.

Ce dynamisme, que je tiens à souligner et à encourager, renforce l'action de la France au plus près des populations et apporte sa contribution au développement du Bénin.

A travers votre mission, vous contribuez à la réalisation des Objectifs de Développement Durable, tels que définis dans l'Agenda 2030 des Nations Unies, mais également aux priorités de notre coopération, précisées dans le Cadre général de partenariat entre le Bénin et la France en 2018.

Ce guide vous apportera les informations nécessaires pour appréhender votre mission sur le terrain, comprendre le cadre du volontariat dans lequel vous intervenez, et plus largement l'action de la France au Bénin, notamment les liens entre l'Ambassade de France et France Volontaires qui est un opérateur du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères.

Il vous permettra également de mesurer l'impact de vos actions en termes de réalisations et de contributions aux politiques publiques, notamment au regard des Objectifs de Développement Durable, à travers les orientations stratégiques retenues par le Gouvernement béninois.

En saluant votre engagement personnel et professionnel ainsi que votre enthousiasme, je vous souhaite une très bonne mission au Bénin.

Véronique BRUMEAUX

Ambassadrice de France au Bénin

France Volontaires est la plateforme française des Volontariats Internationaux d'Echange et de Solidarité. Créée en 2009 sous le socle de l'AFVP (Association Française des Volontaires du Progrès), France Volontaires est le fruit d'une construction partagée entre les acteurs publics et associatifs impliqués dans la solidarité internationale. Opérateur du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, elle réunit l'Etat, les collectivités territoriales et des associations autour d'une mission d'intérêt général : le développement et la promotion des engagements volontaires et solidaires à l'international.

Cette plateforme est dotée d'Espaces Volontariats présents dans 23 pays, qui informent, orientent, accompagnent, mettent en réseau et valorisent les acteurs du volontariat international.

Avec plus d'un millier de volontaires par an au Bénin, l'Espace Volontariats s'est donné pour ambition de sensibiliser et mobiliser les volontaires français ainsi que les structures d'accueil sur leur contribution aux Objectifs de Développement durable (ODD). Pour cela, France Volontaires a créé plus de synergie avec les actions de la coopération française ainsi que les objectifs de développement du Gouvernement béninois.

Aussi, ce guide a été conçu avec l'appui de l'Ambassade de France pour donner aux volontaires des outils de compréhension de leurs actions. Parallèlement, un formulaire d'enquête a été élaboré et mis en ligne permettant à chaque volontaire de le remplir et d'évaluer sa propre contribution aux ODD au Bénin.

Dr Eugène K. SOME

Représentant National de France Volontaires Bénin

SIGLES & ACRONYMES

ANMFPMR

Agence Nationale d'Approvisionnement en Eau Potable en Milieu Rural

BAD

Banque Africaine de Développement

CIRAD

Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement

EFE

Établissement Français d'Enseignement

EFTP

Énseignement et la Formation Technique et Professionnelle

EPCI

Établissements Publics de Coopération Intercommunale

INSAF

Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique

IRD

Institut de la Recherche pour le Développement

MFF

Ministère de l'Économie et des Finances

MEPN

Ministère de l'Environnement et de la Protection de la Nature

MPD

Ministère du Plan et du Développement

OCDF

Organisation de Coopération et Développement Économique

Objectifs de Développement Durable

OMD

Objectifs du Millénaire pour le Développement

PC2D

Programme de Croissance et de Développement Durable

PAG

Plan d'Actions du Gouvernement

PIB

Produit Intérieur Brut

PND

Plan National de Développement

SNI

Système National d'Intégrité

Transparency International

UNESCO

Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture

PRÉSENTATION GÉNÉRALE

CONTEXTE ET OBJECTIE

En septembre 2015, les Nations Unies ont adopté le Programme de développement durable à l'horizon 2030 (Programme 2030 ou Agenda 2030), le nouveau cadre mondial de développement qui repose sur 17 Objectifs de Développement Durable (ODD)

Déclinés en 169 cibles dans les domaines économiques, sociaux et environnementaux, ces objectifs remplacent les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) et sont plus ambitieux, plus inclusifs et plus universels. L'Agenda 2030 engage de ce fait tous les pays et leurs populations, pour ne laisser personne de côté et transformer durablement le monde dans leauel nous vivons.

Au Bénin, la mise en œuvre de l'Agenda 2030 s'est traduite. entre autres, par la mise en place d'un mécanisme de coordination et de suivi des ODD, une cartographie des parties prenantes, l'identification des cibles prioritaires des ODD et l'intégration de ces cibles dans les documents de planification nationale et locale. Ainsi, à l'échelle nationale, les principaux documents de planification que sont le Programme d'Actions du Gouvernement (PAG) 2016-2021, le Plan National de Développement (PND) 2018-2025 et le Programme de Croissance

et de Développement Durable (PC2D) 2018-2021 ont pris en compte les ODD et ses cibles prioritaires pour le Bénin, et se sont alignés sur d'autres référentiels internationaux de développement tels que l'Agenda 2063 de l'Union Africaine et l'Accord de Paris sur le Climat.

L'atteinte des priorités de développement durable du Bénin requiert la mobilisation de toutes les parties prenantes, y compris les partenaires techniques et financiers, au premier rana desquels la France. Le Cadre général de partenariat entre la France et le Bénin (2018-2021) s'inscrit en continuité de l'Agenda 2030 pour l'atteinte des ODD. France Volontaires est l'un des opérateurs techniques sollicité pour la concrétisation du cadre de coopération pour la mise en œuvre au Bénin du Programme de Développement Durable à l'horizon 2030.

En effet, le volontariat constitue une des parties prenantes reconnues explicitement par les Nations Unies à la réalisation des ODD et à la mise en œuvre de l'Agenda 2030. Pour une contribution de qualité des volontaires à l'atteinte des ODD. il est nécessaire d'améliorer la cohérence entre leur mission et les priorités de développement de leur pays d'affectation, ainsi que leur connaissance desdites priorités.

Ce livret est élaboré par France Volontaires avec le soutien de l'Ambassade de France au Bénin en vue de renforcer et d'améliorer la contribution des volontaires français à l'atteinte des ODD au Bénin. Il vise à mettre à la disposition des volontaires et de leurs structures d'accueil des informations sur les priorités de développement durable du Bénin auxquelles contribuent leurs actions auprès des communautés et des acteurs de développement.

CONTENU

Ce livret doit permettre d'améliorer la connaissance des volontaires français sur les priorités de Développement Durable au Bénin. Il présente donc un contenu focalisé sur l'état des lieux des questions de développement du Bénin, ainsi que les priorités retenues dans le cadre du Programme de Développement Durable à l'horizon 2030 et de l'Agenda 2063 de l'Union Africaine

Plus concrètement, le livret présente :

- le diagnostic socio-économique et l'état des lieux de la aouvernance politique et de la démocratie au Bénin :
- un résumé du PAG 2016-2021, du PND 2018-2025 et du PC2D 2018-2021, les trois principaux documents de planification actuels au niveau national:
- la synthèse des enjeux transversaux et les axes de coopération pour la période 2018-2021 du cadre général de partenariat France / Bénin;
- en guise d'illustration, le formulaire d'enquête en ligne et le témoignage d'un volontaire qui a contribué au cours de sa mission, à la réalisation d'une ou plusieurs cibles prioritaires des ODD au Bénin:
- à titre indicatif, une liste non exhaustive de ressources documentaires en vue de compléter les informations proposées.

PUBLIC CIBLE

Ce livret est destiné aux volontaires français en mission au Bénin et à leurs structures d'accueil. Les volontaires d'autres corps ou dispositifs peuvent également s'y référer afin de mieux comprendre les enjeux et les priorités de développement durable dans lesquelles s'inscrivent leurs missions. Plus généralement, le livret est à la disposition de toute personne physique ou morale qui s'intéresse aux priorités de développement durable du Bénin.

PRÉSENTATION DES ODD

Le Programme de Développement Durable à l'horizon 2030 est un plan d'actions pour l'humanité et la planète qui assurera « la prospérité et la dignité pour tous dans un monde où l'humanité vit en harmonie avec la nature ». Adopté le 25 septembre 2015 par l'Assemblée générale des Nations Unies, le Programme de Développement Durable à l'horizon 2030, ou Agenda 2030, a une ambition et une dimension qui vont plus loin que celles des OMD.

Outre les priorités de développement qui existent déjà et qui concernent l'élimination de la pauvreté, la santé, l'éducation, la sécurité alimentaire et la nutrition, c'est un vaste éventail d'objectifs économiques, sociaux et environnementaux qui sont énoncés dans ce programme, qui ambitionne aussi l'avènement de sociétés plus pacifiques et inclusives1.

L'Agenda 2030 fixe 17 Objectifs de Développement Durable (ODD), déclinés en 169 cibles. Ils sont intégrés et indissociables, concilient les 3 dimensions du développement durable (sociale, environnementale et économique) et sont structurés autour de 5 piliers (planète, population, prospérité, paix et partenariat).

OIF, 2018 | Organisation Internationale de la Francophonie

PI ANÉTE











PROSPÉRITÉ







PAIX















PARTENARIAT



Si l'Agenda 2030 et ses 17 ODD ont une portée universelle, il appartient à chaque pays de retenir ses cibles parmi les 169, en fonction de ses enjeux et priorités de développement et de les prendre en compte dans les stratégies, mécanismes et instruments de pilotage du développement aux niveaux national et local. A cet effet, le Bénin a retenu 49 cibles prioritaires répartis comme suit :

Cadre social (capital humain) 20 cibles













Cadre environnemental 10 cibles







Cadre économique (croissance forte et inclusive) 14 cibles









Cadre institutionnel 5 cibles



BRÈVE PRÉSENTATION DU BÉNIN

DÉMOGRAPHIE, DÉCOUPAGE TERRITORIAL ET ADMINISTRATIF



Situé en Afrique de l'Ouest, le Bénin couvre une superficie de 114 763 km2 occupée par une population estimée à 11.48 millions d'habitants dont environ 50 % sont des femmes (2018)². Il est bordé par le Togo, le Nigéria, le Burkina Faso et le Niger, et possède une côte maritime longue de 121 km.

Le territoire béninois est subdivisé en 12 départements qui comptent 77 communes, dont 3 à statut particulier (Porto-Novo, Cotonou et Parakou).

Le département est la seule circonscription administrative de l'État. Il est dirigé par un préfet nommé par le Gouvernement. Le préfet coordonne, sous l'autorité des ministres concernés. les services déconcentrés des administrations civiles de l'État

² Banque Mondiale, 2019

dans le département à l'exception des organes judiciaires, des receveurs départementaux des finances dans leur fonction de comptable public et du délégué du contrôleur financier en matière de contrôle des finances de l'État. Il exerce la tutelle des collectivités territoriales et le contrôle de la légalité de leurs actes.

La commune est une collectivité territoriale décentralisée dotée de la personnalité juridique et de l'autonomie financière. Elle est divisée en arrondissements, eux-mêmes divisés en quartiers de villes dans les zones urbaines ou en villages dans les zones rurales. La commune est administrée par un conseil communal dirigé par un maire qui représente l'organe exécutif. Les membres du conseil communal et le maire sont des élus locaux. La commune dispose de compétences qui lui sont propres en tant que collectivité territoriale décentralisée.

Elles concernent:

- le développement local, l'aménagement, l'habitat et l'urbanisme ;
- les infrastructures, l'équipement et les transports ;
- l'environnement, l'hygiène et la salubrité ;
- l'enseignement primaire et maternel;
- l'alphabétisation et l'éducation des adultes ;
- la santé et l'action sociale et culturelle :
- les services marchands et les investissements économiques.

La commune exerce en outre, sous le contrôle de l'autorité de tutelle, d'autres attributions qui relèvent des compétences de ľÉtat

L'intercommunalité est une forme de coopération entre les communes limitrophes ou proches, fondée sur leur libre volonté de coopérer entre elles, notamment d'élaborer des projets de développement. Elle a été consacrée par les articles 176, 177, 178 et 179 de la loi n° 97-029 du 15 janvier 1999 portant sur l'oragnisation et le fonctionnement des communes.

Depuis 2012, le Décret n° 2012-308 du 28 Août 2012 portant sur les règles de création, d'organisation et de gestion des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) complète ce cadre législatif. Un EPCI est un organisme ayant pour objet l'élaboration et l'exécution des projets communs de développement et la gestion en commun des équipements et des services d'intérêt et d'utilité intercommunaux au sein des périmètres contigus de solidarité. L'Association Nationale des Communes du Bénin (ANCB), dénombre en 2019, 10 EPCI.

ÉTAT DES LIEUX ET ENJEUX DE DÉVELOPPEMENT DU BÉNIN

Les progrès de développement réalisés par le Bénin au cours des deux dernières décennies sont appréciables malaré la persistance de certains défis desquels découlent les enjeux actuels de développement durable du pays, notamment en termes de consolidation du capital humain, de la croissance économique, de l'environnement, du cadre de vie et de la gouvernance politique.

CAPITAL HUMAIN

Le capital humain s'entend comme l'ensemble des connaissances, qualifications, compétences et caractéristiques individuelles qui facilitent la création du bien-être personnel, social et économique³. A l'échelle collective et d'un pays, la Banque Mondiale l'apprécie à travers les secteurs sociaux telles que l'éducation, la santé ainsi que l'alimentation et la nutrition. A ces trois secteurs, s'ajoutent l'eau, l'hygiène et l'assainissement au regard de la place de ces services dans le bien-être social des populations des pays en développement.

³ OCDF, 1998

Éducation



Au cours de la dernière décennie. les taux nets de scolarisation ont généralement augmenté. Au niveau du primaire, ce taux est passé de 94,23% en 2009 à

97,21% en 20184. Néanmoins, il est observé un important niveau de déscolarisation des enfants puisque le taux d'achèvement du primaire se situe à 73,6 %, d'où la nécessité de renforcer davantage les efforts pour le maintien des apprenants dans le système éducatif⁵.

Concernant l'alphabétisation des adultes, un important ralentissement a été observé sur la période 2011-2015. En cause, le relâchement dans la stratégie du "faire-faire"⁶, l'accompagnement insuffisant des acteurs (formations, intrants pédagogiques, gratifications, etc.), la baisse drastique du nombre de centres de formation en alphabétisation et la faible volonté des adultes à se faire former⁷.

Bref apercu en chiffres (2016-2017)

97%

Scolarisation au primaire 74% l'achèvent (2017)

59 %

Scolarisation au secondaire 51% de Filles & 67% de Garcons (2016)

13 %

Scolarisation au supérieur 8% de Filles & 18% de Garcons (2016)

9 %

Elèves du secondaire scolarisés dans l'EFTP 2016

⁴ UNESCO, 2019

⁵ MPD & MEF, 2018

⁶ La stratégie du «faire-faire» repose sur le principe de la subsidiarité, laquelle consiste à faire jouer à chaque partie prenante le rôle qui est le sien et dans lequel il y a un avantage comparatif certain.

⁷ MPD & MEF, Op. Cit.

Santé



Les performances dans le secteur de la santé sont relativement contrastées. La couverture en infrastructures sanitaires est estimée à 88.3 % mais le

taux de fréquentation des centres de santé est de 45,2 % en 20167. Ce taux s'explique en partie par le faible niveau de revenu des populations et celui des plateaux techniques.

Bref aperçu en chiffres (2016-2017)

14 % des femmes et 7 % des hommes connaissent leur statut sérologique (VIH/SIDA) des 12 derniers mois en 2018 37 % Taux de prévalence du paludisme chez les enfants < 5 ans (42 % en milieu rural et 31 % en milieu urbain) 57 % des enfants de 12-23 mois ont recu tous les vaccins de base (60 % en milieu urbain contre 54 % en milieu rural) 51 % des enfants ont recu tous les vaccins appropriés pour le groupe d'âges en 2017-2018. 78 % des naissances se sont déroulées avec l'assistance de personnel de santé formé (86 % en milieu urbain et 73 % en milieu rural) 84 % des naissances ont eu lieu dans un établissement de santé (91 % en milieu urbain et 79 % en milieu rural)

Les résultats sont donc encourageants en matière de santé de la mère et de l'enfant, même si d'importantes marges de progrès restent à réaliser afin d'atteindre les cibles concernés de l'ODD 3.

⁷ MPD, 2018

Alimentation et nutrition



La sécurité alimentaire globale s'est légèrement améliorée depuis 2013, passant de 89 % à 90,4 % en 2017. Cependant, 9,6 % de la population sont

en insécurité alimentaire, dont 0.7 % en insécurité alimentaire sévère⁸. 14,2 % des ménages ont une consommation alimentaire inadéquate ne leur permettant pas de vivre une vie saine et active. La situation est plus prononcée en milieu rural (18,5 %) au'en milieu urbain (9.2 %)9.

En ce qui concerne la situation nutritionnelle, 32 % des enfants souffrent de malnutrition chronique et 11 % en souffrent sous sa forme sévère. La prévalence de la malnutrition chronique est plus élevée parmi les garcons que parmi les filles (35 % contre 29 %). Les enfants du milieu rural sont davantage affectés par le retard de croissance que ceux du milieu urbain (36 % contre 28 %)10.

Bref aperçu en chiffres (2017)

1,09 **Millions**

Personnes en insécurité alimentaire.

32 %

d'enfants (<5ans) d'émaciation modérée et sévère (Garçons: 35 % & Filles: 29 %)

+65 %

du budget des ménages pauvres sont consacrés à l'alimentation

⁸ INSAE, 2017

⁹ INSAE, Op. cit.

¹⁰ INSAE, 2018

Eau, hyaiène et assainissement



En 2018, 67,8 % de la population consommait de l'eau provenant d'une source améliorée. Cette proportion était plus importante en milieu urbain qu'en milieu rural

(74,6 % contre 62,6 %)11. Les performances sont nettement moins satisfaisantes concernant l'assainissement. Seul 12.8 % de la population utilise des installations d'assainissement améliorées non partagées en 2018¹². La situation est nettement plus préoccupante en milieu rural qu'en milieu urbain (5,5 % contre 22.5 %).

En vue de l'amélioration du secteur eau, le Bénin a créé par décret n° 2017-039 du 25 janvier 2017, l'Agence Nationale d'Approvisionnement en Eau Potable en Milieu Rural (ANAEPMR) dont l'objectif est de développer et d'organiser la gestion du patrimoine hydraulique de l'Etat en milieu rural en vue d'assurer l'accès universel à l'eau potable au Bénin. Placée sous la tutelle de la Présidence de la République, l'ANAEPMR a donc pour mission d'initier, programmer, faire réaliser et suivre les travaux d'infrastructures d'approvisionnement en eau potable en milieu rural.

Bref aperçu en chiffres (2018)¹³

71 % des ménages consomment de l'eau provenant d'une source améliorée (77 % en milieu urbain et 66 % en milieu rural) 37 % des ménages ont de l'eau disponible sur place (57 % en milieu urbain et 20 % en milieu rural) 13 % des ménages utilisent des installations d'assainissement améliorées (22 % en milieu urbain et 6 % en milieu rural)

¹¹ INSAE, Op. cit.

¹² INSAE, 2019.

¹³ INSAF, 2018

CROISSANCE ÉCONOMIQUE

Le Bénin partage plus de 600 kilomètres de frontière avec le Nigéria qui représente un vaste marché de plus de 197 millions d'habitants 14. Son économie dépend en grande partie du commerce informel de réexportation et de transit avec le Nigéria (environ 20 % du PIB)¹⁵ et de l'agriculture. Le Bénin est aussi un pays de service à travers notamment son port idéalement positionné par rapport au Niger, au Mali et au Burking-Faso

Les activités dans ces deux secteurs, agriculture et service, ont permis au Bénin d'accélérer sa croissance qui est passée de 5,6 % en 2017 à 6 % en 2018 (soit un taux de croissance du PIB par habitant de 3,1 %)16. Le taux de croissance économique est régulier depuis les chocs de 2009 et 2010 (crise économique mondiale et phénomène d'inondation au Bénin), en ne dépassant toutefois que léaèrement le niveau de 3 % correspondant au taux de croissance démographique. Le pays demeure marqué par une persistance de la pauvreté (35 % de la population) et un niveau élevé du chômage et du sous-emploi (70 % de la population)¹⁷. Les performances économiques du Bénin souffrent surtout d'une faiblesse des infrastructures de soutien à la production, de l'insuffisance de l'intégration des secteurs productifs et de la faible valorisation des secteurs stratégiques, ainsi que de la faible productivité du secteur privé, lui-même dominé par la sphère informelle. En effet, le secteur informel, dont l'agriculture de subsistance, contribue au PIB iusau'à hauteur de près de 60 % et mobilise plus de 80 % de la population active 18.

¹⁴ Banque mondiale, 2019

¹⁵ Banque mondiale, Op. cit.

¹⁶ Banque mondiale, Op. cit.

¹⁷ Banque Africaine de développement, 2019

Ces contraintes limitent la valorisation optimale des atouts du pays, à savoir son potentiel agricole et sa situation géographique qui le prédispose à jouer un rôle important dans les échanges économiques en Afrique de l'Ouest 19-20.











Bref aperçu en chiffres

4 707 235: Effectif de la population active (49.25 % de femmes) (2018) 60 % Taux de contribution du secteur informel au PIB (2017) 80 % de la population active dans le secteur informel (2017)

ENVIRONNEMENT

La dégradation des terres se traduit par une perte de 220 000 ha/an. Plus alobalement, environ 2.2 millions d'hectares de terres. soit 19 % du territoire national se sont dégradés²¹. Sur le plan du couvert végétal, on note une diminution de la superficie des forêts et des savanes respectivement de 21 % et de 15 %, correspondant à une perte totale d'environ 1,5 millions ha des superficies de ces deux formations véaétales, notamment au profit des terres agricoles et des habitations²².

¹⁸ Medina et al. 2017

¹⁹ Banque Africaine de développement, Opt. Cit.

²⁰ MPD, 2018

²¹ Note Politique NDT, 2017

²² MPD, Op. cit.

Les effets du changement climatique rendent encore plus prononcées la dégradation des terres et du couvert végétal et font peser des menaces sur des pans entiers de l'économie, tout en impactant les habitudes de consommation et de production. notamment agricole, halieutique et pastorale, ainsi que les modes de vie des populations. Plus concrètement, la sécheresse, les inondations et les pluies tardives et violentes ont été identifiées comme les trois risques climatiques majeurs au Bénin²³. L'une des manifestations de ces menaces pourrait être une baisse de la productivité des ressources halieutiques (pêche) pouvant induire une baisse des prises et une raréfaction des denrées au plan $national^{24}$

Par ailleurs, l'intensification des pratiques agricoles, notamment en milieu urbain et dans les communes productrices de coton, peut entraîner des risques pour l'environnement et la santé humaine. Dans les villes, ces pratiques sont relatives aux cultures maraîchères caractérisées par un usage excessif des pesticides par les producteurs²⁵. Dans les zones de production de coton, il est courant d'observer l'usage de produits phytosanitaires dont certaines composantes comme l'endosulfan sont hautement toxiques pour les systèmes aquatiques, les poissons, les invertébrés aquatiques et les abeilles²⁶.







²³ MEPN, 2008

²⁴ MFPN 2011

²⁵ Perrin et al, 2015

²⁶ Westerberg et al, 2017

Bref apercu en chiffres (2017-2018)²⁷

38 %

Superficie nationale couverte par des forêts (2018)

19 %

du territoire. national se sont dégradés (2018)

23 %

du territoire national sont des aires naturelles protégées (terrestres et marines) (2018)

Urbanisation et cadre de vie





En 2018, presque la moitié de la population nationale réside en ville. Ce taux devrait atteindre 57 % en 2025. La population urbaine continue de se concentrer sur la zone côtière.

avec des risques d'être de plus en plus exposée à l'élévation du niveau de la mer. À Cotonou par exemple, plus de 400 mètres de terres ont déjà été englouties par endroits par la mer²⁸.

Cette urbanisation peu maîtrisée, couplée avec l'élévation du niveau de la mer, engendre une pression importante sur les services sociaux, les infrastructures de base et sur les marchés d'emplois urbains. Elle requiert l'accroissement et l'amélioration de l'offre de services dans les villes.

Bref aperçu en chiffres (2018)²⁹⁻³⁰

47 % de population urbaine 400 mètres de terres englouties par la mer à Cotonou 43 % de la population ont accès à l'électricité

²⁷ Banque mondiale, 2018

²⁸ MCDD, 2016

²⁹ MCDD, Op. cit.

³⁰ Banque mondiale, 2018

GOUVERNANCE POLITIQUE ET DÉMOCRATIE

Le Bénin jouit d'une tradition démocratique stable depuis l'historique conférence nationale de 1990. Le pays a connu des élections présidentielles, législatives,

municipales et locales régulières et inclusives, du moins jusqu'en 2019 où l'opposition n'a pas pu prendre part au scrutin législatif marqué par la plus faible participation (27,12%) de l'histoire démocratique du pays.

Ainsi, des défis persistent pour consolider et ancrer davantage la culture démocratique, améliorer le fonctionnement des institutions et renforcer durablement l'état de droit et des libertés. Aussi, les recommandations du Groupe de travail sur le 3e cycle de l'Examen Périodique Universel concernant le Bénin ont-elles globalement porté sur l'amélioration du cadre national des droits de l'homme, du respect des obligations internationales en matière de droits de l'homme (civiques, politiques, économiques et socio-culturels, y compris des groupes spécifiques)31.

Un autre défi en matière de gouvernance politique concerne le renforcement du Système National d'Intégrité (SNI). Le SNI est constitué des secteurs et des institutions clés (des piliers) qui contribuent à la diffusion de l'intégrité, de la transparence, de la reddition des comptes et de sa sanction dans toute société.

³¹ Assemblée Générale des Nations unies 2018

L'évaluation du SNI réalisé en 2016³² indique que :

- le niveau d'intégrité est globalement faible au Bénin ;
- les fondations politiques et économiques sont peu résistantes aux chocs de la corruption politique ;
 - la corruption est systématique et tolérée ;
- la lutte contre la corruption est plombée par l'absence de volonté politique.

GOUVERNANCE LOCALE

Les premières élections locales se sont tenues de décembre 2013 à janvier 2014 dans les 77 communes du pays. Depuis, deux autres élections ont été organisées (2008 et 2015) et ont permis l'évolution du processus de décentralisation et de déconcentration. Plusieurs contraintes réduisent néanmoins la portée politique, sociale et économique de la décentralisation dont :

- le caractère fragmentaire de l'arsenal juridique de la décentralisation, et de l'aménagement du territoire ;
- le faible niveau d'application des textes et la faible articulation des textes spécifiques à la décentralisation avec ceux des ministères sectoriels ayant un lien avec les compétences des communes ;
- les difficultés de mobilisation des ressources locales qui créent de réels problèmes de fonctionnement et de continuité des services publics locaux ;

³² TPI, 2016

³³ MPD, 2018

- l'inexistence d'une directive gouvernementale imposant des échéances pour l'élaboration de certains outils et le manque de ressources budgétaires pour leur élaboration selon les normes requises et les procédures admises;
- les faibles taux de réalisation des Plans Communaux de Développement³³.

Bref apercu en chiffres

40 %

Indice de perception de la corruption pour un rang de 85e/180 pays (2018)

59 %

Indice Mo Ibrahim de la gouvernance pour un rang de 13e /54 pays (2018)

48 %

Score du niveau d'intégrité de l'Exécutif

44 %

Score d'intégrité du Parlement (2016)

24 %

Score d'intégrité de la Justice (2016)

45 à 65 %

Taux de réalisation des Plans Communaux de Développement

³³ MPD, 2018

RÉFÉRENTIELS DE DÉVELOPPEMENT DU BÉNIN

La structure de la gestion du développement au Bénin repose sur le document « Bénin 2025 Alafia³⁴ » qui traduit la vision prospective pour le pays. De cette vision de long terme découlent les documents de planification à courte et moyenne échéances.

Les 3 principaux documents de planification actuels du Bénin sont le Programme d'Actions du Gouvernement (PAG) 2016-2021, le Plan National de Développement (PND) 2018-2025 et le Programme de Croissance et de Développement Durable (PC2D) 2018-2021

PLAN D'ACTIONS DU GOUVERNEMENT 2016-2021

Le Plan d'Actions du Gouvernement a l'ambition d'impulser des réponses durables aux défis et enjeux de développement du Bénin. Il traduit la vision du Gouvernement béninois de faire de la période 2016-2021 une période « de rupture, de transition, de relance économique et de réformes notamment politiques afin d'impulser une nouvelle dynamique dans le pays ».

³⁴ Alafia signifie « paix » dans plusieurs langues nationales du Bénin.

Le PAG s'inscrit dans les cadres internationaux de développement (Agenda 2030, Agenda Africa 2063, Accord de Paris sur le Climat) et se fonde sur le diagnostic institutionnel, économique et social du Bénin. Il repose sur 3 piliers, déclinés en 5 axes stratégiques et s'opérationnalise à travers 45 projets phares et structurants.

STRUCTURE DU PAG

PILIER 1

CONSOLIDER LA DÉMOCRATIE, L'ETAT DE DROIT ET LA BONNE **GOUVERNANCE**

PILIER 2

ENGAGER LA **TRANSFORMATION** STRUCTURELLE DE **LÉCONOMIE**

PILIER 3

AMÉLIORER LES CONDITIONS DE VIE **DES POPULATIONS**

Axe stratégique 1

Renforcement des bases de la démocratie et de l'État de droit

Axe stratégique 3

Assainissement du cadre macroéconomiaue et maintien de la stabilité

Axe stratégique 6

Renforcement des services sociaux de base et protection sociale

Axe stratégique 2

Amélioration de la aouvernance

Axe stratégique 4

Amélioration de la croissance économique

Axe stratégique 7

Développement éauilibré et durable de l'espace national

Axe stratégique 5

Amélioration des performances de l'éducation

45 PROJETS PHARES

Il s'agit des projets structurants dont certains seront financés par la mise en place de partenariats publics-privés. Ils sont conduits par des agences placées directement sous la supervision de la Présidence de la République

95 PROJETS SECTORIELS

Ces projets ont vocation à soutenir les grands volets du programme public-privé dans les différents secteurs visés

19 RÉFORMES INSTITUTIONNELLES

Ces réformes visent à mettre en place un cadre démocratique plus équilibré et une gouvernance renforcée

Source - PAG 2016-2021

RÉCAPITULATIF DES 45 PROJETS PHARES

TOURISME

- 01. Parc de la Pendiari
- 02. Cité lacustre de Ganvié
- 03. Pôle Abomey / Porto Novo
- **04.** Tourisme premium Tata Somba
- 05. Cité historique de Ouidah
- 06. Stations balnéaires

AGRICULTURE

- 07. Filières à haute valeur ajoutée (Ananas, anacardes, produits maraîchers)
- **08.** Filières conventionnelles (riz. maïs, manioc)
- 09. Aquaculture continentale
- 10. Mise en valeur de la basse et moyenne vallée de l'Ouémé
- 11. Viande, lait et oeuf de table

INFRASTRUCTURES

- 12. Nouvel aéroport Glo-Diiabé
- 13. Modernisation et extension du Port
- 14. Réaménagement de l'axe routier autour du Port
- 15. Contournement Nord de Cotonou
- 16. Route des pêches (phase 2)
- 17. Autoroute Sémé Kpodji Porto Novo
- 18. Route Diougou Péhunco Kérou
- 19. Extension du réseau routier sur 1362 km

NUMÉRIQUE

- 20. Internet haut/très haut débit
- 21. Télévision numérique terrestre
- 22. Administration intélligente
- 23. Généralisation du e-commerce
- 24. Généralisation du numérique par l'éducation et la formation
- 25. Promotion et développement de contenus numériques

ÉLECTRICITÉ

- 26. Filière thermique Garantir un accè compétitif à l'électricité
- 27. Développer les énergies renouvelables

- 28. Restructurer l'opérateur national et son réseau
- 29. Maitrîse des consommations énergétiques

CADRE DE VIE

- 30. Aménagement de la lagune de Cotonou
- 31. Aménagement de la lagune de Porto-Novo
- 32. Gestion des déchets à Cotonou
- 33. Aménagement du centre ville (Ganhi)
- 34. Modernisation du marché Dantokpa
- 35. Modernisation du marché Parakou
- 36. Complexe international Cotonou
- 37. Centre d'Affaires à Ghézo
- 38. Réabilitation voiries
- **39.** Assainissement pluvial à Cotonou
- 40. Programme d'habitat social

CIIS

41. Création d'une cité internationale de l'innovation et du savoir (CIIS)

EAU POTABLE

- 42. Exploitation responsable des ressources hydrauliques
- **43.** Donner accès à l'eau potable à l'ensemble de la population rurale et semi-urbaine
- **44.** Développer les capacités de production et de distribution en milieu urbain et péri urbain

PROTECTION SOCIALE

45. Mise en place d'une sécurité sociale pour les plus démunis

PLAN NATIONAL DE DÉVELOPPEMENT, 2018-2025

Le Plan National de Développement (PND) 2018-2025 a été adopté en Conseil des ministres le 24 octobre 2018. Il constitue le premier niveau de déclinaison du système de planification du Bénin en vue de l'atteinte de la Vision Alafia 2025 et intègre les ODD de l'Agenda 2030, ainsi que l'Agenda 2063 de l'Union Africaine. Le PND 2018-2025 se fonde également sur les résultats et les leçons apprises des principaux référentiels de développement antérieurs et tient compte des aspirations des populations au niveau local.

Objectif général

Atteindre une croissance soutenue, inclusive et durable d'au moins 10 % en 2025, axée sur le développement de l'agroindustrie, des services et du tourisme dans un cadre de gouvernance nationale et locale plus efficace en misant sur le développement du capital humain et des infrastructures.

Objectifs stratégiques

- Développer un capital humain sain, compétent et compétitif;
- Accroître durablement la productivité et la compétitivité de l'économie béninoise :
- Assurer la gestion durable du cadre de vie, de l'environnement et l'émergence des pôles régionaux de développement;
 - Consolider l'état de droit et la bonne gouvernance.

CES 4 OBJECTIFS STRATÉGIQUES SONT EN COHÉRENCE AVEC LES ODD

Développer un capital humain sain, compétent et compétitif

















Assurer la gestion durable du cadre de vie, de l'environnement et l'émergence des pôles régionaux de développement







Accroître durablement la productivité et la compétitivité de l'économie béninoise









Consolider l'état de droit et la bonne gouvernance





La mise en œuvre opérationnelle du PND se fera à travers le Plan d'Actions du Gouvernement (PAG) 2016-2021, les Plans de Croissance et de Développement Durable (PC2D) 2018-2021 et 2022-2025.

Le financement du PND sera mobilisé grâce aux recettes intérieures, le développement du Partenariat Public Privé (PPP), le recours au marché financier et aux Partenaires Techniques et Financiers, aux ONG, aux Fondations, à la participation active de la diaspora, à l'exploitation des instruments de financement innovants, et à l'instauration des guichets de financements spécialisés (environnement, santé, éducation).

Les ressources humaines requises pour la mise en œuvre du PND seront constituées principalement du personnel de l'Administration publique (État et collectivités territoriales) sans occulter l'assistance technique des organismes internationaux, dont les dispositifs de volontariat.

PROGRAMME DE CROISSANCE ET DE DÉVELOPPEMENT DURABLE (PC2D) 2018-2021

Le Programme de Croissance et de Développement Durable (PC2D) est, dans le court terme, la première déclinaison opérationnelle du Plan National de Développement (PND) 2018-2025. Il s'appuie sur le même diagnostic institutionnel, économique, social que celui du PND et est en cohérence avec les agendas de développement à l'échelle internationale et avec les autres référentiels de développement au niveau national.

SON CONTENU EST STRUCTURÉ EN 7 AXES OPÉRATIONNELS QUI SONT ALIGNÉS SUR LES ODD

Renforcement des bases de la démocratie et de l'Etat de droit

Assainissement du cadre macroéconomique et maintien de la stabilité

Amélioration de la gouvernance







Amélioration de la croissance économique













Renforcement des services sociaux de base et protection sociale





Amélioration des performances de l'éducation



Développement équilibré et durable de l'espace national













Le PC2D opérationnalise sur la période 2018-2025, le Plan National de Développement (PND) 2016-2025 et assure la mise en œuvre des ODD et de l'Agenda 2030. Le cadre institutionnel retenu pour son suivi et son évaluation permet d'impliquer toutes les parties prenantes (Gouvernement, secteur privé, société civile, collectivités locales, PTF).

CADRE DE LA COOPÉRATION FRANÇAISE AU BÉNIN

Le Cadre général de partenariat entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Bénin a été signé le 9 mars 2018 à Paris (France). Ce cadre précise entre autres, pour la période 2018-2021, les enieux de la coopération entre les deux pays et les axes de coopération entre leurs gouvernements respectifs.

Les enjeux de la coopération française au Bénin sont en adéquation avec l'Agenda 2030 et les priorités de développement du Bénin, telles que précisées dans les stratégies et plans de développement, et déclinés en programmes et projets.

4 ENJEUX TRANSVERSAUX POUR LA PÉRIODE 2018-2021

- 1. Inclusion sociale de la jeunesse à travers le soutien à des initiatives en matière d'éducation, d'emploi, la santé, l'engagement citoyen, la culture, le volontariat et la mobilité.
- 2. Lutte contre les changements climatiques en veillant à ce que l'ensemble des actions soutenues intègrent des réponses aux préoccupations environnementales, favorise le renforcement des capacités d'atténuation et d'adaptation aux effets néfastes du changement climatique, en cohérence avec les exigences de l'Accord de Paris sur le climat.

- 3. Égalité entre les femmes et les hommes en veillant à la prise en compte des questions de genre dans les actions appuyées en vue de contribuer à l'autonomisation des femmes et des jeunes filles, la consolidation de leurs droits sexuels et reproductifs.
- 4. Participation de la société civile au développement car elle constitue l'une des parties prenantes dont la contribution est déterminante à la réalisation des ODD, au dialogue avec les institutions et à l'amélioration des politiques publiques.

TROIS AXES DE COOPÉRATIONS ONT ÉTÉ RETENUS ENTRE LA FRANCE ET LE BÉNIN POUR LA PÉRIODE 2018-2021

AXE 1 - SOUTENIR LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE EN FAVEUR DE L'EMPLOI EN AGISSANT NOTAMMENT DANS LES DOMAINES DE :

1. L'éducation et de la formation professionnelle :

- (i) Universalisation de l'enseignement à la base (construction et équipement d'infrastructures scolaires, amélioration de la qualité de l'éducation et du pilotage du système éducatif); (ii) Développement de filières orientées vers le marché et l'entrepreneuriat ; (iii) Appui à la professionnalisation de l'enseignement supérieur technique.
- 2. La recherche pour le développement : Renforcement de la coopération scientifique entre les universités et les centres de recherche béninois et français dans les domaines de l'agriculture, la santé, la ville, le climat.
- 3. L'agriculture et le développement rural : Appui à l'agriculture familiale et aux investissements agricoles privés et communaux dans la perspective de contribuer au développement de filières phares, la création de pôles régionaux, le développement de technologies résilientes aux changements climatiques.
- 4. Du tourisme et la culture : (i) Soutien à la valorisation des potentialités naturelles et culturelles à travers une contribution à l'aménagement des sites urbains à forte valeur ajoutée touristique,

culturelle et patrimoniale ; (ii) Circulation des œuvres entre la France et le Bénin, échange en matière d'expertises patrimoniales et formations professionnalisantes adaptées aux besoins, soutien aux politiques de conservation, de sécurité, sûreté et de présentation des œuvres au Bénin.







AXE 2 - CONTRIBUER À L'AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE VIE DES POPULATIONS EN SOUTENANT LES ACTIONS DU GOUVERNEMENT BÉNINOIS DANS LES DOMAINES SUIVANTS :

- 1. Énergie: Appui au développement des énergies renouvelables en lien avec l'Accord de Paris sur le climat à travers le soutien à : (i) Projets de valorisation des énergies nouvelles réparties, de renforcement et de modernisation du réseau électrique, et d'amélioration du taux d'accès, notamment en milieu rural : et (ii) Participation du Bénin à l'initiative africaine pour les éneraies renouvelables et l'Alliance solaire internationale.
- 2. Villes durables : (i) Soutien à la mise en œuvre du Programme national des villes durables, résilientes au changement climatique et inclusives à travers l'appui à la mise en œuvre des plans de développements urbain intégrant les dimensions de l'adaptation au changement climatique, l'amélioration de la gouvernance urbaine, la fourniture de services essentiels et le développement d'équipements et d'activités économiques au bénéfice des populations.
- 3. Climat et environnement : (i) Contribution à l'élaboration et à la mise en œuvre d'une stratégie de développement à faible intensité de carbone et résilient au

changement climatique (2016 - 2021); (ii) Financement des investissements verts portés par le secteur privé.

4. Santé: (i) Contributions multilatérales au Fonds Mondial de lutte contre le VIH/SIDA, la tuberculose et le paludisme, Gavi, l'Alliance du vaccin ou Unitaid. (ii) Promotion des financements français de l'initiative 5% (Assistance technique et financement pour un renforcement de capacités des OSC béninoises pour une grande efficacité du Fonds Mondial. (iii) Appui à la formation de spécialisation médicale ou en gouvernance hospitalière du futur Centre Hospitalier Universitaire de référence.











AXE 3 - CONSOLIDER LA GOUVERNANCE DÉMOCRATIQUE EN CONTRIBUANT AUX INITIATIVES DÉVELOPPÉES EN MATIÈRE DE :

- 1. Justice et droits de l'homme : (i) Formation des magistrats et des avocats et (ii) Soutien aux actions de la société civile en vue de promouvoir des droits des personnes vulnérables (enfants, femmes, détenus).
- 2. Gouvernance numérique : (i) Soutien à la démocratie locale et la participation citoyenne ; (ii) Appui à l'entrepreneuriat et l'innovation numérique portés par des jeunes et des femmes : et (iii) Modernisation et sécurisation d'actes d'état civil.



QUELQUES ACTEURS DE LA COOPÉRATION FRANÇAISE AU BÉNIN

- Le Service de Coopération et d'Action Culturelle (SCAC) intervient sur les secteurs de l'éducation, de la formation, de la recherche et du développement (ODD 4, ODD 9 et ODD 12), en appuyant l'enseignement supérieur et la recherche par la prise en charge de bourses et des missions d'appuis, en renforçant l'État de droit et les pratiques démocratiques par le financement de projets de la société civile béninoise et en soutenant la coopération décentralisée franco-béninoise. http://bi.ambafrance.ora/-Cooperation-franco-benisoise-
- L'Institut Français du Bénin (IFB) est un établisement pluridisciplinaire, dont le programme d'actions s'articule autour d'une offre culturelle (salle d'expositions et de spectacles) et réflexive (débats d'idées), d'une médiathèque, de l'espace Campus France qui accueille et oriente les étudiants béninois voulant étudier en France et d'un centre de lanques (cours de langues, certifications et diplômes, francophonie). http://if-benin.com/
- L'Agence Française de Développement (AFD) travaille au renforcement des secteurs de l'énergie (projets d'extensions des réseaux et accessibilité des ménages, projet DEFISSOL de modernisation du système d'information de la SBEE - ODD 7). des villes durables (programme d'adaptation des villes au changement climatique, programme d'assainissement pluvial de la ville de Cotonou, réinventer la cité lacustre de Ganvié - ODD 11), et du climat et de l'environnement (Appui à la COFORMO, projet d'e-agriculture - ODD 13).

http://www.afd.fr/fr/page-region-pays/benin

- France Volontaires accompagne les volontaires français dans leurs missions au Bénin et met en oeuvre le volontariat de réciprocité, dans les secteurs de l'éducation, de la formation, de la recherche et du développement (ODD 4, ODD 9 et ODD 12). http://www.france-volontaires.ora/dans-le-monde/benin/
- •L'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) joue un rôle essentiel dans les partenariats interuniversitaires et le développement de la recherche appliquée, en collaboration avec les entités de recherche du Bénin, notamment les universités d'Abomey-Calavi et de Parakou. Les principales thématiques développées concernent la santé (notamment la lutte contre les maladies tropicales), l'hydrologie (étude des bassins versants, érosion côtière, approvisionnement en eau). http://benin.ird.fr/
- •Le Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement (CIRAD) intervient dans le secteur du développement économique en faveur de l'emploi dans les domaines agricoles et le développement rural (projets « Optigerm » et « lcowpea », qui développent des solutions technologiques afin de mettre sur le marché, des produits innovants - ODD 12). http://afrique-ouest.cirad.fr/le-cirad-en-afrique-de-l-ouest-zone-seche/benin
- L'Établissement Français d'Enseignement (EFE) Montaigne est le seul à proposer un enseignement homologué par l'Agence pour l'Enseignement Français à l'Etranger (AEFE) auprès d'environ 1 000 élèves (français, franço-béninois, béninois et internationaux) répartis de la maternelle à la terminale. http://www.efemontaiane-cotonou.com/

CONTRIBUTION D'UN VOLONTAIRE FRANÇAIS À LA RÉALISATION DES ODD

FORMULAIRE D'ENQUÊTE EN LIGNE

Un formulaire d'enquête en ligne a été réalisé en parallèle de cette brochure pour que les volontaires puissent apprécier leur contribution à l'atteinte des ODD.

Les rubriques à renseigner concernent les informations sur le volontaire, la structure qui l'accueille, le contenu de la mission, les réalisations maieures et la contribution de cette mission à l'atteinte des ODD.

Pour y accéder: http://bit.ly/310T9K0

EXEMPLE DE CONTRIBUTION D'UN VOLONTAIRE RÉALISÉ À PARTIR DU FORMULAIRE

STATUT

Volontaire de Solidarité Internationale (VSI)

MISSION

Appui à la gestion d'infirmerie scolaire

STRUCTURE D'ACCUEIL

Paroisse St-Joseph d'Alfa Kpara dans le département de la Donga.

DOMAINE PRINCIPAL D'ACTIVITÉ DE LA STRUCTURE

Éducation.

PROJET AUOUEL CONTRIBUE LE VOLONTAIRE

Oeuvre éducative et sanitaire touchant 400 élèves du primaire dont 200 filles, 50 villageois et 30 jeunes de 15 à 24 ans.

OBJECTIF DU PROJET

Développer l'agriculture sur les terres de la paroisse pour améliorer l'alimentation des élèves, dégager des revenus et prévenir des maladies responsables d'absentéisme.

DOMAINE ODD 2, 3, 4.







- Cibles 2.1 : D'ici à 2030, éliminer la faim et faire en sorte que chacun, en particulier les pauvres et les personnes en situation vulnérable, y compris les nourissons, ait accès toute l'année à une alimentation saine, nutritive et suffisante.
- Cibles 2.3: D'ici à 2030, doubler la productivité agricole et les revenus des petits producteurs alimentaires, en particulier des femmes, des autochtones, des exploitants familiaux, des éleveurs et des pêcheurs, y compris en assurant l'égalité d'accès aux terres, aux autres ressources productives et facteurs de production, aux savoirs, aux services financiers, aux marchés et aux possibilités d'ajout de valeur et d'emplois autres qu'agricoles.
- Cibles 3.4 : D'ici à 2030, réduire d'un tiers, par la prévention et le traitement, le taux de mortalité prématurée due à des maladies non transmissibles et promouvoir la santé mentale et le bien-être.
- Cible 4.1: D'ici à 2030, faire en sorte que toutes les filles et tous les garçons suivent, sur un pied d'égalité, un cycle complet d'enseignement primaire et secondaire gratuit et de qualité, les dotant d'acquis véritablement utiles.

COHÉRENCE AVEC LE CADRE DE LA COOPÉRATION FRANÇAISE

- Axe 1 Soutenir le développement économique en faveur de l'emploi dans l'éducation, la formation professionnelle, l'agriculture et le développement rural.
- Axe 2 Contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations dans la santé.

RÉALISATIONS MAJEURES DU PROJET

Mise en culture de 12 ha de terres et développement de l'élevage, formations sanitaire, agricole et environnementale et de gestion pour villageois et élèves.

VOLUME HORAIRE JOURNALIER CONSACRÉ PAR LE VOONTAIRE AU **PROJET**

Sept heures (7).

COMPÉTENCES APPORTÉES

Montage de projet, gestion (coordination des activités), formation, mobilisation des ressources, diagnostic et propositions.

RESSOURCES FINANCIÈRES MOBILISÉES PAR LE VOLONTAIRE

Huit millions FCFA (8.000.000)

RESSOURCES MATÉRIELLES MOBILISÉES

Matériel agricole et pédagogique.

POUR PLUS **D'INFORMATIONS**

AGENDAS INTERNATIONAUX DE DÉVELOPPEMENT

- Assemblée générale des Nations Unies, 2015, Résolution adoptée par l'Assemblée générale le 25 septembre 2015. 38p. http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/RES/70/1&Lana=F
- Commission de l'Union Africaine, 2015, Agenda 2063, L'Afrique que nous voulons. 28p. https://au.int/sites/default/files/documents/36204-doc-agenda2063_

popular version fr.pdf

• Convention-cadre sur les changements climatiques, 2015, Accord de Paris sur le climat, 28p https://unfccc.int/sites/default/files/french_paris_agreement.pdf

MISE EN OEUVRE DE L'AGENDA 2030

- Programme des Nations Unies pour le Développement Centre de services régional pour l'Afrique, 2018, Localiser l'Agenda 2030 et les ODD : Renforcer l'action des gouvernements locaux en Afrique de l'Ouest http://www.localizingthesdas.org/library/449/Localiser-lAgenda-2030-etles-ODD-Renforcer-laction-des-gouvernements-en-Afrique-de-lOuest.pdf
- Cités et aouvernements locaux unis (CGLU), 2016. Objectifs de Développement Durable : Ce que les gouvernements locaux doivent savoir. 24p. https://www.ucla.ora/sites/default/files/les odd ce que les aouvernements loca ux doivent_savoir.pdf

• United cities and local governments (UCLG), 2016, Roadmap for localizing SDGs: Implementation and monitoring at subnational level. 44p. https://www.uclg.org/sites/default/files/roadmap_for_localizing_the_sdas_0.pdf

RÉFÉRENTIELS DE DÉVELOPPEMENT DU BÉNIN

- Présidence de la République du Bénin, 2016, Plan d'actions du Gouvernement 2016-2021 (version complète). 98p https://www.presidence.bi/benin-revele/version-complete/download/
- Présidence de la République du Bénin, 2016, Plan d'actions du Gouvernement 2016- 2021 (synthèse). 28p. https://www.presidence.bi/benin-revele/download/
- Ministère d'État chargé du Plan et du Développement & Ministère de l'Economie et des Finances, 2018, Programme de Croissance et de Développement Durable (PC2D) 2018-2021. 246p. https://www.finances.bi/fileadmin/user_upload/pc2d_2018-2021_complet.pdf
- Ministère d'État chargé du Plan et du Développement, 2018, Plan National de Développement 2018-2025. 300p. https://www.gouv.bj/download/2/MPD_Plan-National-D%C3%A9veloppement_2018-2025_final_14_ignv.pdf
- Ministère d'État chargé du Plan et du Développement & Programme des Nations Unies pour le Développement, 2017, Priorisation des cibles des Objectifs de développement durable (ODD) au Bénin. 256p. https://www.bj.undp.org/content/dam/benin/docs/odd/Rapport%20de%20 priori sation%20des%20cibles%20des%20ODD%20au%20Benin.pdf

SOURCES

· Assemblée générale des Nations Unies, Conseil des droits de l'homme, 2018, Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel, Bénin, 26p.

https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/G18/001/44/PDF/G1800144. pdf?OpenElement

· Assemblée générale des Nations Unies, Conseil des droits de l'homme, 2018, Rapport national présenté conformément au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil des droits de l'homme, Bénin, 18p.

https://documents-dds-ny.un.ora/doc/UNDOC/GEN/G17/233/12/PDF/G1723312. pdf?OpenElement

· Banque Africaine de Développement, 2019, Bénin, présentation

https://www.afdb.org/fr/countries/west-africa/benin/benin-and-the-afdb

· Banque Mondiale, 2019, Bénin, présentation

https://www.banauemondiale.ora/fr/country/benin/overview#1

· Banque Mondiale, 2019, Bénin, Données statistiques

https://donnees.banquemondiale.org/pays/benin

· Banque Mondiale, 2019, Nigéria, présentation

https://www.worldbank.org/en/country/nigeria/overview

- · Institut National de la Statistique et de l'Analyse & Programme Alimentaire Mondial, 2017, Analyse Globale de la Vulnérabilité et de la Sécurité Alimentaire (AGVSA). République du Bénin, 173p. https://www.insae-bj.org/images/docs/insae-statistiques/enquetes-recensements/Autres-Enquetes/ AGVSA/Rapport_AGVSA_VF_2017.pdf
- · Institut National de la Statistique et de l'Analyse Économique (INSAE), 2011, Enquête Modulaire Intégrée sur les Conditions de Vie des ménages, 2ème Edition. 171p.

https://www.insae-bj.org/images/docs/insae-statistiques/enquetes-recensements/EMICoV/2011/ Rapport-final-emicov-2011.pdf

- · Institut National de la Statistique et de l'Analyse Économique (INSAE), 2011, Cinquième Enquête Démographique et de Santé au Bénin (EDSB-V) 2017-2018. 675p. https://www.dhsprogram.com/pubs/pdf/FR350/FR350.pdf
- Medina Leandro: Andrew W Jonelis and Mehmet Canaul, 2017, "The Informal Economy in SubSaharan. Africa: Size and Determinants," Working Paper No. 17/156

https://www.imf.org/~/media/Files/Publications/WP/2017/wp17156.ashx

· Ministère du Cadre de vie et du Développement Durable (MCDD), 2016, Stratégie de développement à faible intensité de carbone et résilient aux changements climatiques du Bénin 2016 - 2025. 84p.

https://unfccc.int/files/focus/long-term_strategies/application/pdf/benin_long-term_strategy.pdf

· Ministère de l'Environnement et de la Protection de la Nature (MEPN), 2008, Programme d'action national d'adaptation aux changements climatiques du Bénin (PANA-BENIN). 81p. https://unfccc.int/resource/docs/napa/ben01f.pdf

- · Ministre d'État Chargé de la Coordination de l'Action Gouvernementale, du Plan, du Développement et de la Promotion de l'Emploi, 2001, Vision Bénin 2025 Alafia, 325p.
- · Ministère de l'Environnement et de la Protection de la Nature (MEPN), 2011, Deuxième communication nationale de la République du Bénin sur les changements climatiques. 168p. https://unfccc.int/sites/default/files/resource/SNC_%20BENIN%20novembre%202011.pdf
- · Ministère d'État chargé du Plan et du Développement & Ministère de l'Economie et des Finances, 2018, Programme de Croissance et de Développement Durable (PC2D) 2018-2021. 246p. https://www.finances.bj/fileadmin/user_upload/pc2d_2018-2021_complet.pdf_
- · Ministère d'État charaé du Plan et du Développement, 2018. Plan National de Développement 2018-2025. 300p.

https://www.gouv.bj/download/2/MPD_Plan-National-D%C3%A9veloppement_2018-2025_ final 14 janv.pdf

- · Ministère de l'Environnement et de la protection de la nature, 2008, Programme d'action national d'adaptation aux changements climatiques du Bénin (PANA-Bénin), 8 l.p. https://unfccc.int/resource/docs/napa/ben01f.pdf
- · Ministère du Cadre de vie et du développement durable, 2017, Neutralité de la dégradation des terres, Note politique sur les mesures NDT.33p.

https://knowledge.unccd.int/sites/default/files/ldn targets/Benin%20LDN%20Country%20 Commitments.pdf

- · Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), 1998, L'investissement dans le capital humain : Une comparaison internationale, Editions OCDE, Paris, https://www.oecd-ilibrary.org/fr/l-investissement-dans-le-capital-humain_5lmgcr2k8t8w.pdf?ite mld=%2Fcontent%2Fpublication%2F9789264262898-fr&mimeType=pdf
- · Organisation internationale de la Francophonie (OIF), 2018. Guide d'intégration des objectifs de développement durable (ODD) dans les plans locaux de développement. 52p https://www.francophonie.org/IMC/pdf/integration-odd-plans-locaux-developpement.pdf
- · Perrin, A., Basset-Mens, C., Huat, J. et al. High environmental risk and low yield of urban tomato gardens in Benin in Agronomy for Sustainable Development, 2015 35: 305. https://doi.org/10.1007/s13593-014-0241-6
- · Présidence de la République du Bénin, 2016, Plan d'actions du Gouvernement 2016-2021 (version complète). 98p

https://www.presidence.bj/benin-revele/version-complete/download/

Présidence de la République du Bénin, 2016, Plan d'actions du Gouvernement 2016-2021 (synthèse). 28p.

https://www.presidence.bi/benin-revele/download/

· Transparency international, 2016, Evaluation du système national d'intégrité, Résumé du rapport, Plan d'actions des réformes, 81p.

https://www.finances.bj/fileadmin/user_upload/resume_du_rapport_evaluation_du_systeme_ national_d_integrite_du_benin.pdf

· UNICEF, 2014, Analyse globale de la vulnérabilité, de la sécurité alimentaire et de la nutrition (AGVSAN). 10p.

https://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/eng/wfp263197.pdf?iframe

· UNESCO, 2019, Bénin, présentation

http://uis.unesco.org/fr/country/bi

· Westerbera, V., Golav, A., Houndekon, V. et Costa, L., 2017, L'économie de la dégradation de terre, le cas de la commune de Banikoara. Le coton est-il vraiment l'or blanc à Banikoara? 56p https://www.eld-initiative.org/fileadmin/pdf/ELD_Benin_Banikoara_FR.pdf

NOTES

NOTES

Rédaction Brochure

Agousso HONFO, Consultant Ingénieur Agronome

PAO

Maeva LABADIE, Chargée de communication Espace Volontariats Bénin

Comité de rédaction

France Volontaires Bénin

Dr Eugène K. SOME, Représentant National Sylvie DAGBA, Chargée d'appui au développement des volontariats

Ambassade de France au Bénin

Bernard KLEIN, Attaché de Coopération

Mathilde BEAUDET, Chargée de mission société civile et coopération décentralisée





France Volontaires - Espace Volontariats Bénin 1042 avenue de la Francophonie fin pavé Quatier Fidjrossè - BP 344 RP Cotonou Tél: +229 94 42 83 83 / +229 61 67 29 12 ev.benin@france-volontaires.org

